



## Observateur du Fonds mondial

### LETTRE D'INFORMATION

Numéro 39 : 12 avril 2017

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

#### **AU SOMMAIRE :**

1. ACTUALITÉS : [Le Fonds mondial reçoit d'excellentes notes dans une évaluation de ses performances](#)

Une évaluation menée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, un groupe de 18 pays donateurs, conclut que le Fonds mondial démontre un leadership fort et « répond parfaitement aux critères d'une organisation multilatérale efficace ». Cette évaluation signale également des domaines appelant des améliorations.

2. ACTUALITÉS : [Le Conseil d'administration approuve les nouvelles cibles pour le cadre stratégique d'indicateurs clés de résultats 2017/2022](#)

Le Conseil d'administration a approuvé la grande majorité des cibles des indicateurs clés de résultats dont il avait demandé l'examen à sa dernière réunion, après des mois de délibérations au sein de différents groupes du Fonds mondial. Sur les 37 cibles initialement présentées, 29 ont été approuvées, 5 ont été révisées et 3 ont vu leur approbation reportée.

3. ACTUALITÉS : [Les réductions budgétaires proposées par Trump n'affectent pas le Fonds mondial](#)

Le Président Trump a envoyé au Congrès une ébauche de budget envisageant d'importantes coupes budgétaires au niveau de la santé, de l'aide extérieure et du Département d'État, mais qui épargne le Fonds mondial, le PEPFAR, l'Alliance GAVI et l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme. Le projet de budget

expose les priorités de l'administration Trump. On s'attend à ce que le budget final approuvé par le Congrès soit très différent.

4. ACTUALITÉS : [GNP+ décrit « les qualités que nous rechercherons » pour le prochain Directeur exécutif](#)

Dans un commentaire, le Réseau mondial de personnes vivant avec le VIH (GNP+) décrit trois qualités que devra incarner le prochain Directeur exécutif du Fonds mondial.

5. ACTUALITÉS : [Une enquête de la société civile révèle que trois quarts des répondants ont eu recours à l'assistance technique du Fonds mondial](#)

Une enquête récente de la société civile et de groupes communautaires d'Afrique révèle que trois quarts des répondants ont eu recours à une forme ou une autre d'assistance technique du Fonds mondial par le passé. Le prestataire d'assistance technique le plus souvent utilisé est le Dispositif d'appui technique de l'ONUSIDA, suivi par l'assistance technique à court terme fournie au travers de l'Initiative spéciale du Fonds mondial portant sur les communautés, les droits et les questions de genre. Un cinquième des répondants ont déclaré ne jamais avoir fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial.

6. ACTUALITÉS : [Les subventions approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial couvrent 100 % du financement alloué pour 2014/2016](#)

Le Fonds mondial a approuvé des subventions à hauteur de l'intégralité du financement alloué au terme de la période d'allocation 2014/2016. Cet article fournit des informations de fin de cycle de financement concernant le financement d'encouragement, les demandes de financement au-delà de la somme allouée, les gains d'efficacité au niveau des subventions, les financements nationaux et l'examen des notes conceptuelles. Il donne également des renseignements sur les résultats d'enquêtes menées auprès des membres du Comité technique d'examen des propositions et de participants aux dialogues au niveau des pays.

[HAUT](#)

---

## ARTICLES :

### 1. ACTUALITÉS : Le Fonds mondial reçoit d'excellentes notes dans une évaluation de ses performances

*Le Fonds est « à la hauteur de sa mission », l'innovation est valorisée*

#### L'évaluation signale également des domaines appelant des améliorations

David Garmaise

« Le Fonds mondial démontre un leadership fort dans la riposte au VIH et au sida, à la tuberculose et au paludisme... Le Fonds répond parfaitement aux critères d'une organisation multilatérale efficace. Il est à la hauteur de sa mission et capable d'évoluer en fonction des besoins futurs. »

Telle est la conclusion d'une [évaluation institutionnelle](#) menée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales, ou MOPAN, un réseau de pays donateurs ayant un intérêt commun à évaluer l'efficacité des organisations multilatérales. Créé en 2002, le MOPAN compte à l'heure actuelle 18 pays donateurs : l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République de Corée, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Ensemble, ces pays fournissent 95 pour cent du financement total accordé aux organisations multilatérales au titre du développement.

L'évaluation, principalement axée sur le Secrétariat du Fonds mondial, couvre la période allant de 2014 à la mi-2016. Appliquant ce que le MOPAN appelle sa méthodologie 3.0, l'évaluation porte sur cinq domaines de performance : quatre liés à l'efficacité organisationnelle (gestion stratégique, gestion opérationnelle, gestion des relations et gestion des performances) et un cinquième domaine lié à l'efficacité en matière de développement (autrement dit, les résultats). La performance du Fonds mondial a été évaluée au regard d'un cadre de 12 indicateurs principaux et micro-indicateurs associés qui couvrent les normes qui caractérisent une organisation multilatérale efficace et donnent une vue d'ensemble de ses résultats. C'est la première fois que le MOPAN a examiné le travail du Fonds mondial.

« Il existe des preuves solides de collaboration efficace et innovante sur le terrain, en particulier dans les contextes d'intervention difficiles. »

Le MOPAN a donné d'excellentes notes au Fonds mondial pour son architecture organisationnelle, son modèle de fonctionnement, sa transparence et sa redevabilité financières, notant par ailleurs que le Fonds affiche des résultats solides pour l'ensemble des 12 indicateurs évalués.

Le MOPAN a donné d'excellentes notes au Fonds mondial pour son architecture organisationnelle, son modèle de fonctionnement, sa transparence et sa redevabilité financières, notant par ailleurs que le Fonds affiche des résultats solides pour l'ensemble des 12 indicateurs évalués.

D'après le MOPAN, la restructuration interne du Fonds mondial et l'adoption du nouveau modèle de financement ont renforcé ses performances. Le centrage du Fonds sur la

planification, la gestion et la communication de l'information en fonction des résultats stimule les efforts visant à améliorer les données au niveau des pays. « Son emphase accrue sur le renforcement des systèmes de santé, alliée à ses forces existantes en matière de gestion stratégique et opérationnelle, devrait continuer de renforcer l'impact de ses investissements. »

« Le Fonds mondial s'engage, à la fois sur le plan stratégique et institutionnel, à travailler de concert et de façon intégrée avec les systèmes nationaux, et à les soutenir. »

Le MOPAN constate que le Fonds mondial est une organisation qui tire les leçons de son expérience, et que son personnel est connu pour ses solutions pragmatiques. « L'innovation est valorisée. » Le MOPAN remarque toutefois que le Fonds mondial apporte son soutien au travers de structures « sur lesquelles il a une influence limitée, et qui ont parfois de faibles capacités, ce qui est particulièrement le cas des instances de coordination nationale. »

L'évaluation relève plusieurs points forts clés, parmi lesquels les suivants :

- Le Fonds mondial a procédé à une restructuration significative de son organisation en réponse à des problèmes opérationnels identifiés par ses partenaires ;
- Le Fonds mondial a amélioré sa gestion des risques ;
- Le Fonds mondial a mis en place des partenariats dynamiques et efficaces, notamment ceux qu'il a établis avec la société civile et qui tirent parti des compétences du secteur privé pour combler les lacunes opérationnelles ;
- Des initiatives sont en cours pour combler les lacunes en matière de qualité et de quantité des données, comme les fonds cantonnés destinés à aider les pays à améliorer leurs systèmes de données ;
- Les équipes de pays mettent en place des dialogues constructifs avec la société civile au sujet de la gestion et de la mise en œuvre des subventions.

Le rapport loue le Fonds mondial pour l'emphase placée sur le repérage précoce des risques opérationnels et financiers, ajoutant que sa direction s'attache à la mise en œuvre pratique d'une gestion fondée sur les résultats.

### **Améliorations possibles**

Le MOPAN constate également des améliorations possibles, en particulier en matière de mesure des résultats et de renforcement des systèmes de santé fondés sur des données probantes. En ce qui concerne la mesure des résultats, il avance que le Fonds mondial devrait renforcer la gestion des résultats et l'apprentissage organisationnel au travers d'un système formel permettant d'identifier les interventions affichant de mauvais résultats et de prendre des mesures en conséquence.

Concernant les systèmes de santé, l'évaluation du MOPAN indique que le Fonds mondial a du mal à suivre avec exactitude quand et comment les pays dépensent les investissements

nationaux supplémentaires nécessaires pour débloquer une partie de la somme qui leur est allouée. Selon le MOPAN, il conviendrait d'accorder une attention plus explicite à l'intégration de la pérennité dans la conception des interventions de renforcement des systèmes de santé, et de mettre au point des manières de suivre même les petits progrès réalisés en matière de renforcement des systèmes de santé. « Le degré d'utilisation des systèmes nationaux aux fins des subventions du Fonds mondial est une mesure importante. »

Les interventions de renforcement des systèmes de santé ont jusqu'à présent eu un succès limité, d'après le MOPAN. « Cela illustre la nécessité d'une adhésion politique et sociétale afin de pouvoir réaliser cet objectif. Pour pouvoir faire des progrès dans ce contexte difficile, le Fonds mondial devra rechercher davantage de plaidoyer novateur et de démarches d'incitation. »

*(Note de la rédaction : dans le cadre de la nouvelle politique de cofinancement du Fonds mondial, les investissements nationaux supplémentaires requis peuvent être consacrés aux systèmes de santé ou aux programmes de lutte contre les maladies.)*

Malgré une amélioration significative au niveau de l'analyse des problèmes transversaux, constate le MOPAN, cette analyse n'a pas été poursuivie systématiquement du stade de la note conceptuelle à la programmation et à la budgétisation. Pour le MOPAN, ce problème concerne en particulier les populations clés. « Le personnel chargé de soutenir l'intégration des questions transversales est éparpillé sur l'ensemble des programmes du Fonds mondial. Une allocation des ressources plus réaliste devrait garantir l'intégration complète de ces questions d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur. »

« Le "dernier kilomètre" – faire parvenir les médicaments aux utilisateurs finals – est un domaine d'amélioration reconnu, et est une priorité essentielle pour la prochaine période, étant donné qu'un échec dans ce domaine annule les avancées obtenues dans tous les autres domaines. »

Le MOPAN constate que de nombreuses évaluations sont menées, certaines par le Fonds mondial et d'autres par ses partenaires. Il y a une bonne communication « populaire » des résultats, « sous forme de brochures », selon l'évaluation du MOPAN. « Toutefois, il y a un nombre limité de rapports d'évaluation complets, présentant des méthodologies clairement exposées et illustrant une démarche d'évaluation plus systématique et de qualité assurée. »

Ci-dessous quelques-unes des autres observations du MOPAN :

- Le personnel du Secrétariat est « quelque peu surchargé » ;
- La vérification indépendante des résultats au niveau des pays représente un défi constant ;
- Les partenaires externes ont des avis divergents sur l'efficacité des initiatives du Fonds mondial en matière de renforcement des systèmes de santé. Les gouvernements récipiendaires trouvent le nouveau modèle de financement bien aligné sur les priorités

nationales, tandis que les entités de mise en œuvre et les ONG trouvent que l'alignement laisse à désirer.

L'évaluation du MOPAN est le dernier examen en date des donateurs à saluer les performances, la transparence et l'impact du Fonds mondial. L'examen 2016 de l'aide multilatérale du gouvernement britannique a attribué au Fonds mondial la note la plus élevée possible pour sa solidité organisationnelle globale (voir l'[article dans la version anglaise de l'OFM](#)). Le Fonds mondial figure par ailleurs parmi les cinq organisations d'aide internationale en tête du classement 2016 de l'Indice de transparence de l'aide, qui reconnaît ses systèmes rigoureux et son engagement envers la transparence (voir l'[article de l'OFM](#)).

En 2015-2016, le MOPAN a évalué 11 autres organisations, parmi lesquelles l'ONUSIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement, l'Alliance GAVI et la Banque mondiale. Les détails de ces évaluations sont disponibles [ici](#) (en anglais). Le MOPAN ne dresse pas de classement ni de comparaison des organisations qu'il évalue.

[HAUT](#)

---

## **2. ACTUALITÉS : Le Conseil d'administration approuve les nouvelles cibles pour le cadre stratégique d'indicateurs clés de résultats 2017/2022**

*Cibles intermédiaires pour deux ICR et report à la dernière réunion du Conseil de cette année pour trois cibles*

Mary Lloyd

Au terme d'une procédure d'examen de plusieurs mois à laquelle ont pris part divers organes du Fonds mondial, le Conseil d'administration a approuvé 29 des 37 cibles qu'il n'avait pas acceptées lors de sa dernière réunion, révisant cinq cibles seulement et reportant l'approbation de trois autres cibles à une date ultérieure cette année. La décision a été prise le 20 mars par vote électronique.

Voir le [tableau](#) en fin d'article pour une synthèse des cibles 2017/2022 des indicateurs clés de résultats (ICR).

Cet accord intervient après que le Conseil a clôturé sa réunion de novembre dernier sans approuver les cibles proposées. Plusieurs membres du Conseil d'administration avaient alors exprimé des préoccupations par rapport aux hypothèses utilisées pour le calcul des cibles et quant à savoir si elles étaient suffisamment ambitieuses. Ils craignaient également que les projections au niveau des pays utilisées pour le calcul de certaines cibles manquent de clarté.

En conséquence, le Conseil d'administration a invité ses circonscriptions à fournir des commentaires supplémentaires sur les cibles et a demandé au Comité des finances et de la

vérification et au Comité de la stratégie de prendre plusieurs cibles en charge selon leurs responsabilités respectives. Il a également demandé la mise en place d'un groupe consultatif conjoint chargé de proposer des cibles révisées aux comités en vue de les recommander au Conseil.

Le groupe consultatif se composait de quatre personnes représentant les maîtres d'œuvre, quatre issues des circonscriptions des donateurs et deux représentant les partenaires. Il avait pour mission d'examiner les cibles afin de déterminer si elles étaient suffisamment ambitieuses, sans pour autant être irréalistes.

Pour ce faire, le groupe a mené plusieurs discussions de décembre 2016 à février 2017, notamment avec les modélisateurs qui avaient été embauchés pour aider à la mise au point des cibles et avec le personnel concerné du Secrétariat.

Les trois cibles reportées correspondent à l'ICR n° 6 (renforcement des systèmes de santé), plus précisément aux indicateurs 6a (achats), 6b (chaînes d'approvisionnement) et 6c (capacité à communiquer des résultats ventilés).

Deux des cibles ont été approuvées à titre intérimaire, à savoir les cibles relatives à l'ICR n° 5 (couverture des services pour les populations clés) et à l'ICR n° 9c (droits de l'Homme : populations clés et droits de l'Homme dans les pays en transition). Le groupe consultatif a fait remarquer que l'ICR n° 5 avait besoin d'une cible intermédiaire parce que les trois premières années de la stratégie 2017/2022 se concentrent sur les capacités de communication de l'information, après quoi la stratégie est axée sur la couverture de prestation de services. L'ICR n° 9c s'est vu attribuer une cible intermédiaire jusqu'à fin 2019 en raison de la quantité limitée de données disponibles sur les investissements nationaux dans les programmes ciblant les populations clés et les obstacles entravant l'accès liés aux droits de l'Homme.

Les cibles révisées par rapport à celles initialement présentées au Conseil d'administration sont celles de l'ICR n° 2 (résultats au regard des cibles de prestation de services), de l'ICR n° 4 (efficacité des investissements), de l'ICR n° 7a (utilisation de la somme allouée), de l'ICR n° 8 (égalité en matière de genre et d'âge) et l'ICR n° 11 (investissements nationaux).

L'indicateur clé de résultat n° 2 comporte 17 cibles, mais une seule a été modifiée. Au lieu de viser 85 % des personnes infectées par le VIH dont on sait qu'elles sont sous traitement 12 mois après le début de leur traitement antirétroviral, le Fonds mondial fixe désormais la cible à 90 % afin de mieux l'aligner sur les autres cibles.

Les cibles relatives aux ICR n° 4, 7a et 11 n'ont été ajustées que légèrement, mais celle qui correspond à l'ICR n° 8 (égalité en matière de genre et d'âge), qui a pour but de mesurer les progrès en termes de réduction des inégalités liées au genre et à l'âge dans la santé, a été modifiée substantiellement. La cible avait initialement été fixée à 45 % de réduction de l'incidence du VIH chez les femmes âgées de 15 à 24 ans, et le Conseil d'administration a convenu d'augmenter ce pourcentage à 58 % pour le moment et de le rétablir en 2018,

lorsque des modèles plus sophistiqués tenant compte des différences d'âge et de sexe auront été mis en place.

Le groupe consultatif a également abordé une question soulevée lors de la réunion du Conseil d'administration, sur la manière d'utiliser les données relatives aux projets au niveau des pays lors de la mise au point des cibles globales et des portefeuilles. Il a recommandé que, si les projections au niveau des pays sont utilisées pour calculer des cibles de haut niveau, elles devraient être partagées avec les parties prenantes dans les pays, de manière à ce que ces projections soient considérées comme faisant partie des délibérations du pays (plutôt que d'être considérées comme des cibles relevant du Fonds mondial).

Bien qu'il y ait eu des retards dans la finalisation de cet ensemble d'indicateurs clés de résultats, et bien qu'il semble y avoir eu de longues délibérations ces derniers mois sur 29 cibles qui en fin de compte n'ont pas été modifiées, la finalisation de cette série d'ICR progresse bien mieux que celle de la série précédente d'indicateurs. Pour la stratégie 2012/2016, les cibles n'avaient été adoptées qu'à mi-parcours de la période considérée. Et même une fois approuvés, les ICR avaient été critiqués comme étant mal conçus et ne permettant pas de prendre des mesures correctives lorsque cela s'avérait nécessaire.



**Tableau : Cibles des indicateurs clés de résultat pour 2017/2022**

	ICR	Indicateur	Cible
<b>Niveau stratégique</b>			
1	Résultats au regard de l'impact	<p>Nombre estimé de vies sauvées</p> <p>Réduction en pourcentage des nouvelles infections/nouveaux cas (taux moyens sur les trois maladies)</p>	<p>29 millions (28-30) sur la période 2017/2022</p> <p>38 % (28-47 %) sur la période 2015/2022</p>
2	Résultats au regard des cibles en matière de prestation de services	<p>VIH</p> <p>Nombre d'adultes et d'enfants actuellement sous traitement antirétroviral</p> <p>Nombre d'hommes circoncis</p> <p>Pourcentage de femmes enceintes séropositives au VIH sous traitement antirétroviral à titre de PTME</p> <p>Pourcentage d'adultes et d'enfants actuellement sous traitement antirétroviral sur l'ensemble des adultes et des enfants vivant avec le VIH</p> <p>Pourcentage des personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut sérologique.</p> <p>Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH et dont on sait qu'ils sont sous traitement 12 mois après le début du traitement antirétroviral</p> <p>Pourcentage des PVVIH récemment admises pour une prise en charge qui ont commencé un traitement préventif de la tuberculose une fois la tuberculose active exclue</p>	<p>23 (22-25) millions d'ici 2022</p> <p>22 (19-26) millions sur la période 2017/2022</p> <p>96 % (90-100 %) d'ici 2022</p> <p>78 % (73-83 %) d'ici 2022</p> <p>80 % (70-90 %) d'ici 2022</p> <p>90 % (83-90 %) d'ici 2022</p> <p>80 % (70-90 %) d'ici 2022</p>

	ICR	Indicateur	Cible
		<p>Tuberculose</p> <p>Nombre de cas déclarés, toutes formes confondues – confirmés bactériologiquement plus diagnostiqués cliniquement, nouveaux et récidives</p> <p>Pourcentage de cas déclarés, toutes formes confondues – confirmés bactériologiquement plus diagnostiqués cliniquement, nouveaux et récidives sur tous les cas estimés (toutes formes confondues)</p> <p>Nombre de cas de tuberculose pharmacorésistante (tuberculose résistante à la rifampicine et/ou multirésistante) ayant commencé un traitement de deuxième intention</p> <p>Nombre de patients tuberculeux enregistrés séropositifs au VIH (nouveaux et récidives) recevant un traitement antirétroviral pendant leur traitement contre la tuberculose</p> <p>Pourcentage des cas de tuberculose, toutes formes confondues, confirmés bactériologiquement et diagnostiqués cliniquement, traités avec succès</p> <p>Pourcentage de cas de tuberculose résistante à la rifampicine et/ou multirésistante confirmés bactériologiquement traités avec succès</p>	<p>33 (28-39) millions sur la période 2017/2022</p> <p>73 % (62-85 %) d'ici 2022</p> <p>920 (800-1 000) mille sur la période 2017/2022</p> <p>2,7 (2,4-3,0) millions sur la période 2017/2022</p> <p>90 % (88-90 %) d'ici 2022</p> <p>85 % (75-90 %) d'ici 2022</p>
		<p>Paludisme</p> <p>Nombre de MIILD distribuées aux populations exposées au risque</p> <p>Nombre de ménages des zones ciblées ayant reçu une pulvérisation intradomestique d'insecticide à effet rémanent</p> <p>Pourcentage de cas suspects de paludisme soumis à un test parasitologique [secteur privé]</p> <p>Pourcentage de femmes ayant reçu au moins 3 doses de traitement préventif intermittent pendant leurs consultations anténatales au cours de leur dernière grossesse</p>	<p>1 350 (1 050-1 750) millions sur la période 2017/2022</p> <p>250 (210-310) millions sur la période 2017/2022</p> <p>90 % (85-100 %) d'ici 2022</p> <p>70 % (60-80 %) d'ici 2022</p>

	ICR	Indicateur	Cible
<b>Objectif stratégique n° 1 : Optimiser l'impact de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme</b>			
3	Alignement des investissements sur les besoins	Part du pays de tous les fonds engagés moins sa part du barème d'allocation Conçu pour capturer les « besoins » restants une fois les autres sources de financement prises en compte	0,45 pour 2017
4	Efficacité des investissements	Modification du coût par vie sauvée ou par infection évitée grâce aux programmes bénéficiant d'un financement Au moins un des deux indicateurs affiche une amélioration de l'efficacité	90 % des pays mesurés affichent une réduction ou un maintien des niveaux existants du coût par vie sauvée ou par infection évitée sur la période 2017 / 2019
5	Couverture des services pour les populations clés	Couverture des populations clés atteintes par un ensemble de services de prévention et de traitement fondé sur des données probantes et adapté aux contextes épidémiologiques nationaux Indicateur intermédiaire : pays communiquant actuellement des informations sur un ensemble complet de services pour au moins deux populations clés	75 % des pays sélectionnés d'ici 2019

<b>Objectif stratégique n° 2 : Mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé</b>			
6	Renforcer les systèmes de santé	a) Achats Amélioration des résultats pour les achats réalisés au travers des systèmes nationaux	(à fixer dans le courant de 2017)
		b) Chaînes d'approvisionnement Pourcentage d'établissements de santé disposant de médicaments témoins le jour de la consultation	(à fixer dans le courant de 2017)
		Pourcentage d'établissements de santé fournissant des services de diagnostic avec des produits témoin le jour de la consultation	(à fixer dans le courant de 2017)
		c) Gestion financière  Nombre de pays hautement prioritaires ayant finalisé leur transition vers l'utilisation du système national de gestion financière publique	8 pays d'ici 2020
		Nombre de pays disposant de systèmes de gestion financière répondant aux critères définis pour une absorption et une gestion du portefeuille optimales	46 pays d'ici 2022

	ICR	Indicateur	Cible
		d) Couverture des systèmes d'information sur la gestion de la santé (SIGS)  Pourcentage de pays à fort impact dont les SIGS sont entièrement déployés (80 % des établissements communiquant des informations sur un ensemble combiné d'indicateurs) et opérationnels (données de qualité satisfaisante d'après la dernière évaluation)	70 % d'ici 2022
		e) Ventilation des résultats  Nombre et pourcentage de pays communiquant des résultats ventilés	(à fixer dans le courant de 2017)
		f) Alignement sur les plans stratégiques nationaux  Pourcentage de demandes de financement que le Comité technique d'examen des propositions juge alignées sur les plans stratégiques nationaux	90 % sur la période 2017/2019
7	Utilisation des fonds	a) Utilisation de la somme allouée Part de la somme allouée qui a été engagée ou qu'il est prévu d'engager comme dépense au titre de la subvention  b) Capacité d'absorption Part des budgets des subventions ayant été dépensés dans les services fournis, d'après les informations communiquées par les programmes nationaux	91-100 % sur la période 2018/2020  75 % à la fin de la période de la stratégie

### Objectif stratégique n° 3 : Promouvoir et protéger les droits de l'Homme et l'égalité de genre

8	Égalité en matière de genre et d'âge	Réduction en pourcentage de l'incidence du VIH chez les femmes âgées de 15 à 24 ans	58 % (47-64 %) sur la période 2015/2022
9	Droits de l'Homme	a) Réduire les obstacles à l'accès en lien avec les droits de l'Homme  Nombre de pays prioritaires disposant de programmes complets destinés à réduire les obstacles liés aux droits de l'Homme qui entravent l'accès aux services fournis	4 pour le VIH et 4 pour la tuberculose d'ici 2022

	ICR	Indicateur	Cible
		<p>b) Populations clés et droits de l'Homme dans les pays à revenu intermédiaire</p> <p>Pourcentage des investissements dans les subventions VIH et VIH/TB signées consacré à des programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits de l'Homme qui entravent l'accès aux services</p> <p>Pourcentage des investissements dans les subventions TB signées consacré à des programmes visant réduire les obstacles liés aux droits de l'Homme qui entravent l'accès aux services</p> <p>Pourcentage des investissements dans les subventions VIH et VIH/TB signées consacré à des programmes ciblant les populations clés</p>	<p>2,85 % sur la période 2017/2019</p> <p>2 % sur la période 2017/2019</p> <p>39 % sur la période 2017/2019</p>
		<p>c) Populations clés et droits de l'Homme dans les pays en transition</p> <p>Pourcentage de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure communiquant des informations sur des investissements nationaux dans des programmes destinés aux populations clés et à la protection des droits de l'Homme (intermédiaire)</p>	<p>100 % sur la période 2017/2019</p>

#### Objectif stratégique n° 4 : Mobiliser des ressources accrues

10	Mobilisation des ressources	a) Promesses de dons effectives exprimées en pourcentage de l'objectif de reconstitution des ressources	100 %
		b) Taux de conversion des promesses de dons. Contributions effectives dans le cadre de la 5 <sup>ème</sup> reconstitution des ressources exprimées en pourcentage des prévisions de contributions	100 %
11	Investissements nationaux	Pourcentage des engagements nationaux au titre du cofinancement de programmes soutenus par le Fonds mondial concrétisés sous forme de dépenses publiques	100 % des exigences stipulées dans la politique 2014-2016 réalisées. Mesuré sur la période 2017/2019

	ICR	Indicateur	Cible
12	Disponibilité de technologies médicales abordables	<p>a) Disponibilité Pourcentage d'un ensemble défini de produits pour lesquels il existe plus de trois fournisseurs répondant aux exigences d'assurance qualité</p> <p>b) Accessibilité économique Économies annuelles réalisées au travers du mécanisme d'achat groupé sur un ensemble défini de produits essentiels (arrivés à maturité et nouveaux)</p>	<p>100 % d'ici 2019</p> <p>135 millions de dollars US en 2017</p>

*L'information sur laquelle repose cet article est extraite du document GF-B36-ER08A du Conseil d'administration intitulé « Cadre stratégique d'indicateurs clés de résultats 2017/2022 : cibles de résultats proposées », lequel n'est pas disponible sur le site Web du Fonds mondial.*

[HAUT](#)

### **3. ACTUALITÉS : Les réductions budgétaires proposées par Trump n'affectent pas le Fonds mondial**

*PEPFAR, GAVI et l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme également épargnés*

**Néanmoins, d'autres réductions nuiront à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme**

David Garmaise

Les États-Unis tiendront leurs promesses vis-à-vis du Fonds mondial, c'est ce qui ressort de l'ébauche de budget que le Président Trump a envoyée au Congrès en mars. Lors de la dernière reconstitution des ressources du Fonds mondial, les États-Unis de l'administration Obama ont promis 4,3 milliards de dollars pour la période 2017/2019, soit 1,43 milliard par an.

L'ébauche de budget, également appelée « skinny budget » par les Américains, ou « budget maigre », préserve également le financement réservé au PEPFAR, à l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme et à l'Alliance GAVI, ainsi qu'aux programmes nationaux de lutte contre le VIH.

L'ébauche ne cite pas de montants pour les engagements ci-dessus, ces détails figureront dans la proposition finale de budget de mai.

Ces initiatives sont les rares « gagnants » dans la foule de « perdants » visés par les propositions de réductions budgétaires de Trump en matière de santé, d'aide extérieure et d'affaires étrangères. Ainsi, le projet de budget envisage une réduction de 5,8 milliards de dollars du budget des National Institutes of Health, qui financent la recherche scientifique fondamentale et clinique, soit 20 % de leur budget. Un de ces instituts nationaux de la santé est le National Institute for Allergy and Infectious Diseases (Institut national des allergies et des maladies infectieuses), dont fait partie la Division du sida.

Selon ce projet de budget, la Banque mondiale et d'autres banques de développement perdraient 650 millions de dollars sur trois ans. Le financement des Nations Unies, quant à lui, notamment des organismes de l'ONU, se verrait également réduit, sans toutefois qu'il soit fait mention de montants ni de pourcentages. Le financement de plusieurs organismes consacrés à des questions d'envergure mondiale, comme la Fondation pour le développement africain et le Fogarty International Center, qui promeut et soutient la recherche scientifique et la formation à l'échelle internationale en vue de réduire les inégalités en matière de santé dans le monde, serait entièrement éliminé.

## Réactions

Selon Hilary McQuie, directrice des politiques américaines et de la mobilisation de la base pour la santé de Health GAP, le budget maigre du Président Trump a raison de maintenir les engagements envers le PEPFAR et le Fonds mondial, car ils sont le reflet d'un engagement bipartite profondément enraciné en faveur de la prévention et du traitement du VIH dans le monde, et parce qu'ils sont « une priorité commune des défenseurs des droits de l'Homme et de la santé mondiale, des experts en matière de sécurité nationale, des professionnels de la santé et de la communauté confessionnelle ».

« Malgré tout, plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH n'ont pas accès au traitement, et des millions meurent inutilement en raison de l'austérité budgétaire », déclare Mme McQuie. « Deux milliards de dollars de ressources supplémentaires sont nécessaires chaque année de la part des États-Unis pour financer pleinement le PEPFAR et le Fonds mondial. Le maintien de la situation n'est pas un motif de réjouissance – c'est la décision de ne pas entreprendre l'intensification nécessaire... ce qui laisse 19 millions de personnes non traitées et entraînera des millions de décès évitables. »

Mme McQuie se dit inquiète des réductions proposées du budget des National Institutes of Health et d'autres programmes de santé mondiale, qui, selon elle, rendront l'objectif d'élimination de l'épidémie de sida d'ici 2030 plus difficile à atteindre. « Réduire les budgets de la santé et de la recherche – nationaux ou mondiaux – est une approche à courte vue qui accepte des réductions à courte terme au prix de vies humaines, d'une hausse des coûts à long terme et de l'abandon de nouveaux médicaments prometteurs contre le VIH déjà en cours de développement », ajoute-t-elle. « Nous demandons au Congrès de refuser les réductions proposées et de financer pleinement la part des États-Unis de l'intensification du traitement du sida à l'échelle mondiale dans le budget final. »

Dans un article paru le 16 mars dans *Vox*, Julia Belluz écrit :

« De manière plus générale, le financement de la lutte contre le sida et le paludisme n'est pas sécurisé. La protection des programmes de lutte contre ces maladies s'inscrit dans le contexte des importantes réductions du budget des National Institutes of Health, ainsi que de la réduction de 30 pour cent du Département d'État et d'USAID – entités qui sont également des acteurs clés de la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH et le paludisme. Le budget prévoit également de réduire le financement prévu pour le système des Nations Unies, ce qui risque d'affecter l'Organisation mondiale de la Santé. Bref, il se peut qu'au final, même les gagnants apparents de ce budget en matière de santé ne sortent pas gagnants. »

L'ébauche de budget de M. Trump, et le budget final qu'il présentera en mai, représentent un énoncé des priorités de son administration, rien de plus. Comme Aidspan le signalait dans un [article](#) du numéro 38 de l'OFM, on s'attend à ce que le budget adopté par le Congrès soit bien différent de ce que M. Trump propose aujourd'hui. De plus, le budget est distinct des autorisations de dépenses qui financeront les différents ministères et programmes du gouvernement des États-Unis.

[HAUT](#)

---

#### **4. ACTUALITÉS : GNP+ décrit « les qualités que nous rechercherons » pour le prochain Directeur exécutif**

David Garmaise

Dans un [commentaire](#) publié (en anglais) sur son site Web, le Réseau mondial de personnes vivant avec le VIH (GNP+) identifie trois qualités que devra incarner le prochain Directeur exécutif du Fonds mondial. Ces qualités sont les suivantes :

1. « **Le prochain Directeur exécutif du Fonds mondial devra faire preuve d'un engagement inébranlable envers les questions liées aux droits de l'Homme et aux populations clés.** » Il s'agit notamment de traduire tous les beaux slogans et principes de défense des droits de l'Homme dans les opérations au quotidien, peut-on lire dans le commentaire de GNP+. Cela veut aussi dire plaider auprès des donateurs et des partenaires pour veiller à ce que les droits de l'Homme soient promus et protégés.
2. « **Le Fonds mondial doit maintenir sa pertinence mondiale en améliorant sa capacité à aller là où les problèmes se situent et là où les communautés ont besoin [de lui].** » D'après GNP+, dans le contexte actuel d'amenuisement de la réserve de financement, associé à l'insistance constante des donateurs concernant la réduction des investissements dans les pays à revenu intermédiaire – et aux égards continus du Fonds mondial envers ces bailleurs de fonds – il est difficile de s'attaquer aux



problèmes de santé de 70 % des personnes vivant avec le VIH, qui vivent toutes dans des pays à revenu intermédiaire.

3. **Le Fonds mondial a besoin d'un directeur qui « veillera à ce que les ressources disponibles soient centrées de manière à bénéficier aux personnes directement touchées par les trois maladies ».** La démarche de gestion des risques du Fonds mondial se concentre souvent sur une seule dimension, celle du risque financier, d'après GNP+. « Mais cette démarche ne tient pas compte des risques associés à la mauvaise qualité des programmes et au fait que certains programmes ne bénéficient pas à la santé des gens, ce qui engendre le risque que le Fonds mondial ne puisse accomplir sa mission principale. »

« Les prochains dirigeants du Fonds mondial devront s'attacher sur la manière de garantir que la gestion des risques soit axée sur les risques pour les principaux bénéficiaires du Fonds et travailler vers l'amont depuis ce point de départ, au lieu de l'actuelle démarche descendante de gestion des risques, commente GNP+.

Il était prévu que le Conseil d'administration sélectionne un nouveau Directeur exécutif à sa retraite du 27 février 2017, mais il a plutôt décidé de lancer une nouvelle procédure de recrutement ([voir l'article de l'OFM](#)). Aucune annonce n'a été faite à ce jour quant à la marche à suivre pour cette nouvelle recherche. Le mandat de l'actuel Directeur exécutif, Mark Dybul, prend fin le 31 mai. Le Conseil d'administration a nommé Marijke Wijnroks Directrice exécutive par intérim à compter du 1<sup>er</sup> juin ([voir l'article de l'OFM](#)). Voir également une [analyse](#) par Aidspan des raisons pour lesquelles la récente procédure de sélection d'un Directeur exécutif a échoué.

[HAUT](#)

---

## 5. ACTUALITÉS : Une enquête de la société civile révèle que trois quarts des répondants ont eu recours à l'assistance technique du Fonds mondial

*Un tiers a fait appel à l'assistance technique de plusieurs prestataires*

Gemma Oberth

Dans [une enquête récente](#) auprès de 54 représentants d'organisations de la société civile et de groupes communautaires d'Afrique, 76 pour cent d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à l'assistance technique à l'appui de leur participation aux procédures du Fonds mondial. L'enquête a été menée en mars 2017 par la Plateforme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone hébergée par l'EANNASO. Cette plateforme fait partie de l'Initiative spéciale du Fonds mondial portant sur les communautés, les droits et les questions de genre (IS-CDG), dont un objectif clé est l'amélioration de l'accès à l'assistance

technique afin d'aider la société civile et les groupes communautaires à participer de façon significative aux procédures du Fonds mondial.

Aidspan fait rapport sur les progrès de l'IS-CDG depuis 2015 (voir les articles dans la version anglaise de l'OFM [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)). L'enquête est une évaluation des besoins qui fait suite à une évaluation menée en janvier 2015. Aidspan a [rapporté](#) ces résultats par le passé.

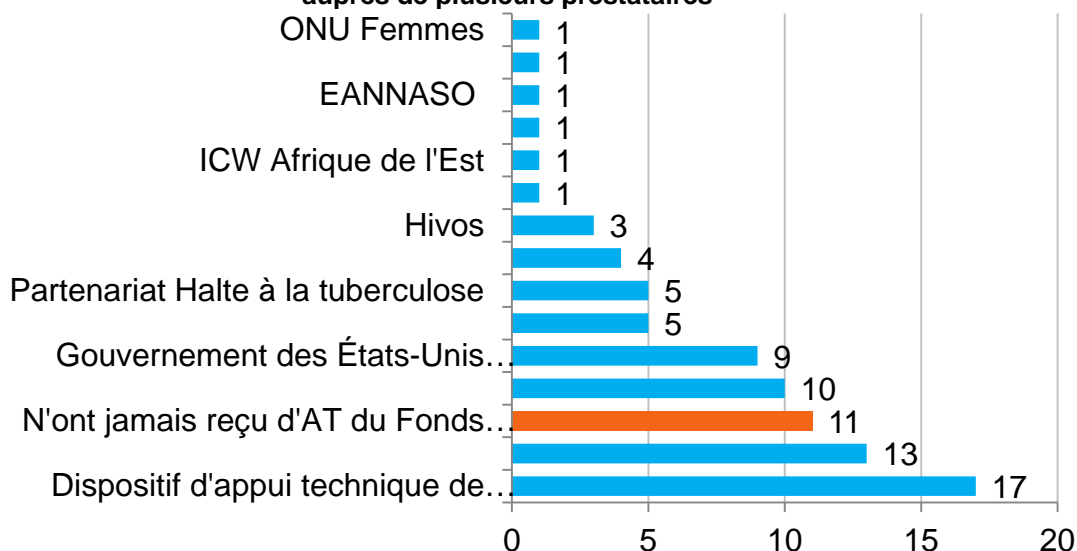
L'enquête contient des perspectives sur la participation de la société civile et des communautés aux procédures du Fonds mondial dans 18 pays africains : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Bien que 57 pour cent des répondants aient entendu parler de l'IS-CDG pour la période 2014/2016, seuls 33 pour cent savaient qu'elle a été reconduite à hauteur de 15 millions de dollars pour le cycle de financement 2017/2019 (voir l'[article dans la version anglaise de l'OFM](#)). Compte tenu du fait que le Fonds mondial n'a pas encore lancé les appels à propositions pour la prochaine phase, cela n'est pas surprenant.

Cinquante-six pour cent des personnes interrogées savaient qu'elles pouvaient solliciter de l'assistance technique auprès du département du Fonds mondial chargé des communautés, des droits et des questions de genre et de ses partenaires, ce qui suppose une légère amélioration par rapport aux résultats de l'[enquête 2016](#) (52 %). Toutefois, la probabilité que les répondants d'organisations de populations clés sachent qu'ils pouvaient faire appel à l'assistance technique du Fonds mondial était beaucoup moins grande (25 %) par rapport à celle des répondants d'organisations de la société civile (67 %) – résultat similaire à celui de l'enquête 2016. Cet écart de connaissance peut être particulièrement prononcé au niveau des communautés transgenres. En effet, parmi les répondants hommes, femmes et transgenres, les personnes s'identifiant comme transgenres étaient les moins susceptibles de savoir qu'elles pouvaient avoir recours à l'assistance technique du Fonds mondial (33 %). Ces résultats mettent en évidence la nécessité continue de mieux faire connaître l'assistance technique du Fonds mondial au sein des populations clés.

Le prestataire le plus souvent cité par les répondants ayant eu recours à l'assistance technique du Fonds mondial est le Dispositif d'appui technique de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe, situé à Johannesburg (Afrique du Sud). Près d'un tiers de tous les répondants ont eu recours à l'assistance technique au travers de ce dispositif à un moment ou à un autre (voir la figure).

**Figure : Nombre de répondants ayant fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial auprès de plusieurs prestataires**



Source : *What Communities Want: Informing the Global Fund's Community, Rights and Gender Strategic Initiative in Anglophone Africa, Plateforme régionale de communication et de coordination hébergée par l'EANNASO, mars 2017*

« Je confirme que davantage d'organisations de la société civile ont eu recours à l'assistance technique à travers le Dispositif d'appui technique ces derniers mois », a déclaré Katlego Motlogelwa, consultant en appui technique auprès du Dispositif. M. Motlogelwa a rapporté à Aidsplan que l'ONUSIDA met au point une stratégie plus volontariste visant à augmenter l'assistance technique pour les organisations de la société civile, notamment en procédant à une évaluation des besoins et en organisant un atelier de suivi (voir l'[article de l'OFM](#)).

Malgré la popularité du Dispositif d'appui technique, un des prestataires privilégiés dans la région, il existe une certaine incertitude sur son avenir. En janvier 2017, Mott MacDonald a choisi de ne pas renouveler son contrat avec l'ONUSIDA pour continuer d'assurer la gestion du dispositif. Mott MacDonald est une société de conseil internationale qui gère le Dispositif d'appui technique depuis deux ans. Suite à l'échéance d'un ancien contrat en juin 2016, Mott MacDonald a proposé de poursuivre 12 mois de plus la gestion du dispositif, mais l'ONUSIDA ne lui a offert de contrat que pour six mois, jusqu'à fin décembre 2016. À l'échéance de ce contrat, lorsque l'ONUSIDA a voulu discuter d'une nouvelle reconduction, la société n'était plus intéressée.

Le Dispositif d'appui technique est actuellement hébergé à titre provisoire au sein de l'équipe d'appui aux régions de Johannesburg, le traitement des contrats et des paiements se faisant au travers du Dispositif d'appui technique pour l'Afrique occidentale et centrale (basé à Ouagadougou, au Burkina Faso). L'équipe d'appui aux régions a mis de côté 1 million de dollars pour répondre aux demandes d'assistance technique jusqu'au mois de juillet 2017, après quoi l'avenir du Dispositif d'appui technique reste incertain.

La deuxième source la plus sollicitée après le Dispositif d'appui technique en matière d'assistance technique du Fonds mondial est l'assistance technique à court terme assurée par les pairs offerte au travers du Département du Fonds mondial en charge des communautés,

des droits et des questions de genre dans le cadre de l'IS-CDG. Après l'approbation de l'Initiative spéciale par le Conseil d'administration en août 2014, le volume de l'assistance technique déployée a augmenté rapidement. En un an à peine, le nombre total de missions financées a triplé, passant de 23 en mars 2015 à 69 en mars 2016 (voir l'[article de l'OFM](#)). Fin 2016, l'IS-CDG avait investi près de 5 millions de dollars dans plus de 100 missions d'assistance technique. Les types de missions comprennent des examens des plans stratégiques nationaux relatifs aux maladies, des réunions de consultation pendant la mise au point des demandes de financement, et des audits des projets de demande de financement concernant les droits de l'Homme et les questions de genre.

Les répondants ont également déclaré avoir fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial auprès de l'Initiative BACKUP Health de l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), du gouvernement des États-Unis, de Women4GlobalFund et du partenariat Halte à la tuberculose.

Bien que cette enquête révèle que la majorité des personnes interrogées ont eu recours à une forme ou à une autre d'assistance technique en soutien à leur engagement dans le cadre des opérations du Fonds mondial, il convient de souligner que 20 pour cent d'entre elles ont déclaré ne jamais y avoir eu recours. Étant donné que le Fonds mondial aspire à augmenter ses investissements dans l'assistance technique en matière de communautés, de droits et de questions de genre – à 6 millions de dollars pour le cycle de financement 2017/2019 (voir l'[article dans la version anglaise de l'OFM](#)) – il faudra peut-être faire davantage pour stimuler la demande.

Enfin, l'enquête fait la lumière sur le type d'assistance technique dont les organisations de la société civile et les groupes communautaires pourront avoir le plus besoin. Les répondants avaient plus confiance dans leur capacité à participer à la mise au point de la demande de financement que dans leur capacité à assurer un suivi communautaire efficace pendant la mise en œuvre de la subvention. L'assistance technique en matière de suivi communautaire a toujours été limitée. Au cours du cycle de financement 2014/2016, la plus grande partie de l'assistance technique – y compris celle disponible au travers de l'Initiative spéciale portant sur les communautés, les droits et les questions de genre – était uniquement disponible jusqu'au stade de la signature de la subvention. À l'avenir, l'IS-CDG du Fonds mondial (2017/2019) proposera l'assistance technique à tous les stades du modèle de financement, y compris pendant la mise en œuvre des subventions. La société civile et les groupes communautaires auront ainsi davantage d'occasions de faire appel à l'assistance technique aux fins du suivi communautaire.

[HAUT](#)

---

## 6. ACTUALITÉS : Les subventions approuvées par le Conseil d'administration du Fonds mondial couvrent 100 % du financement alloué pour 2014/2016

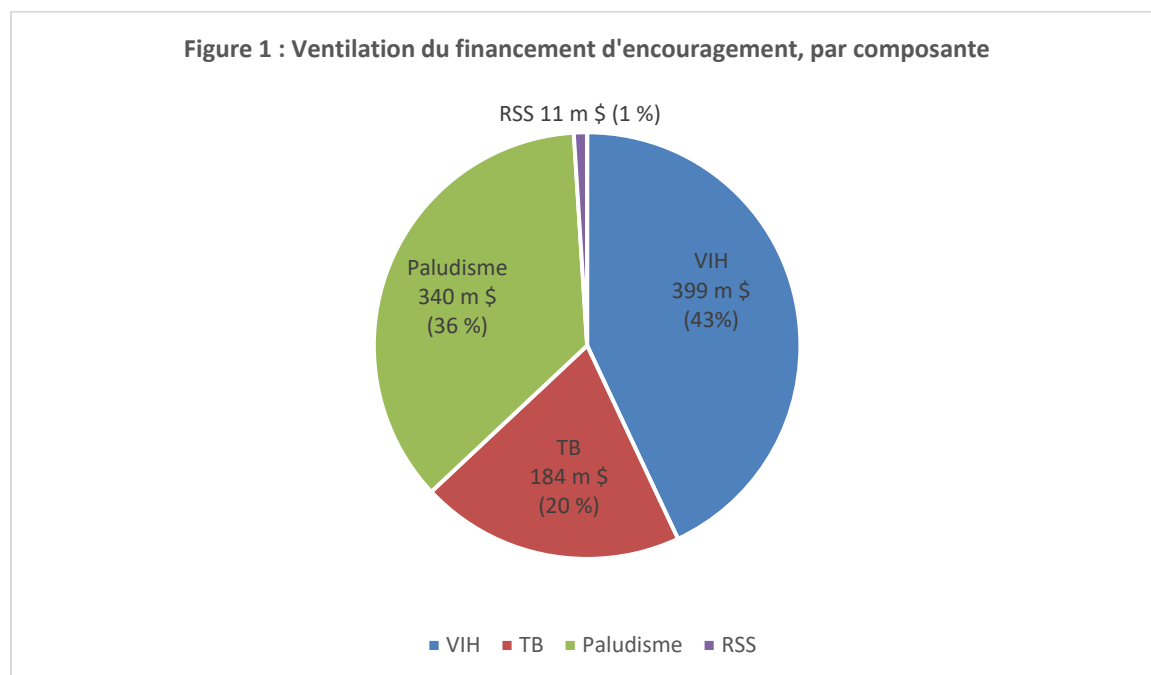
*Le Secrétariat fournit des informations de fin de cycle de financement*

David Garmaise

Le Fonds mondial a approuvé des subventions à hauteur de l'intégralité du financement alloué au terme de la période d'allocation 2014/2016. Cette information a été transmise à Aidsplan par le Secrétariat, de même que des informations de fin de cycle de financement concernant le financement d'encouragement, les demandes de financement au-delà de la somme allouée, les gains d'efficacité au niveau des subventions, les financements nationaux et l'examen des notes conceptuelles. Le présent article fournit une synthèse de ces informations, ainsi que les résultats d'enquêtes menées auprès des membres du Comité technique d'examen des propositions (CTEP) et de participants aux dialogues au niveau des pays.

Le CTEP a examiné des demandes de financement au-delà de la somme allouée d'une valeur de 5,2 milliards de dollars, et a recommandé 4,1 milliards de dollars au titre de demandes de qualité. Sur ces 4,1 milliards de dollars, 935 millions ont été attribués aux candidats au titre de financement d'encouragement, et le reste a été placé sur le registre des demandes de qualité non financées.

La Figure 1 illustre la ventilation par maladie des 935 millions de dollars de financement d'encouragement.



Au stade de l'établissement des subventions, des gains d'efficacité, autrement dit des économies, ont été identifiés à hauteur de 967 millions de dollars. Ceux-ci ont été réinvestis sous la direction du Comité d'approbation des subventions, qui a pris en compte les recommandations émises par le Comité technique d'examen des propositions lors de l'examen des notes conceptuelles.

Ces économies se situaient généralement au niveau de la gestion et des ressources humaines, du transport, de la formation et des opérations. Des économies ont également été engendrées par la baisse des prix des produits de traitement et de prévention entre la préparation des demandes de financement et le stade de l'établissement des subventions.

Pour le réinvestissement des économies obtenues grâce aux gains d'efficacité, le Fonds mondial a privilégié les démarches suivantes :

- intensification des programmes de base de prévention et de traitement, par exemple en matière de moustiquaires, de dépistage et de traitement ;
- renforcement des investissements dans les enquêtes, les systèmes d'information sur la gestion de la santé, le suivi et l'évaluation, l'assistance technique et les ressources humaines ;
- achats de produits de soins de santé et amélioration de l'accès aux produits et aux services, notamment au matériel de diagnostic et de laboratoire de qualité ;
- déploiement d'études de surveillance biologique et comportementale intégrée ; et
- correction des coûts budgétaires initialement sous-estimés.

Les réinvestissements ont principalement été effectués dans le même programme que celui financé par la subvention où les économies ont été identifiées. Dans de nombreux cas, les réinvestissements ont permis aux candidats de réduire de manière significative leur demande de qualité non financée.

En ce qui concerne les financements nationaux, les gouvernements ont engagé 6 milliards de dollars de plus en 2015/2017 qu'au cours de la période 2012/2014. La Figure 2 présente la ventilation de ces engagements nationaux par catégorie de revenu.

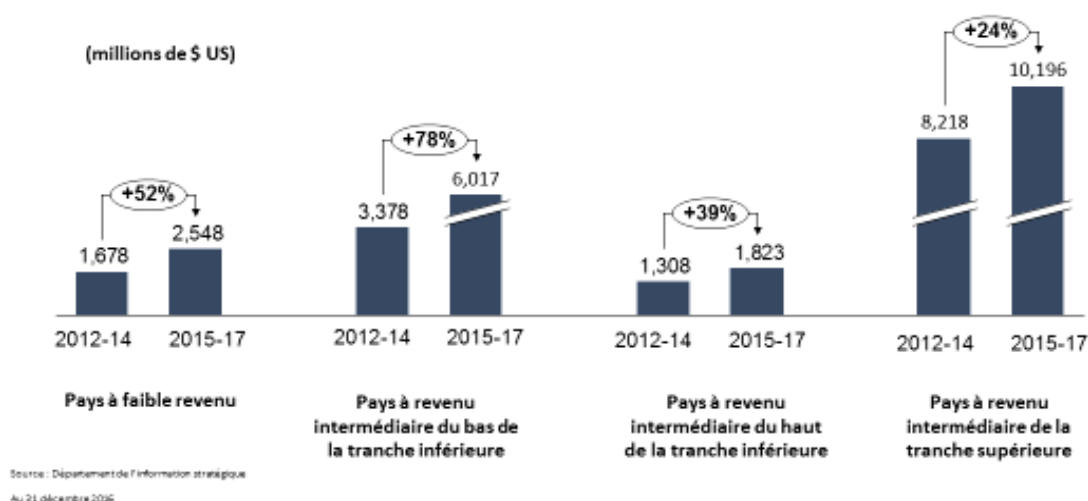
Pour les allocations de la période 2014/2016, le Comité technique d'examen des propositions a examiné 215 demandes de financement « standard » (c'est-à-dire selon le format normalisé de note conceptuelle). Environ 22 % des demandes de pays ont dû faire l'objet d'itérations.

Durant le cycle de financement 2014/2016, 43 pour cent des subventions ont été signées dans les délais. (La cible pour 2017/2019 est de 70 %.) Le délai écoulé entre le dépôt de la demande et la communication des résultats était de moins de trois mois. Cela représente une amélioration par rapport au mécanisme transitoire de financement (durée moyenne de cinq

mois), à la série 10 (quatre mois) et à la série 9 (environ trois mois et demi). Pour la période 2017/2019, la durée visée est de deux mois.

Dans une enquête du Secrétariat auprès de membres du Comité technique d'examen des propositions, 97 pour cent de ceux-ci se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel les examens du Comité ont eu l'effet d'encourager les candidats à mieux aligner les programmes sur les objectifs stratégiques du Fonds mondial. Soixante-quinze pour cent se sont en outre déclarés d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'une fois terminés les examens par le Comité technique d'examen des propositions, les interventions à plus fort impact et à meilleur rapport coût-efficacité se trouvaient dans la demande de financement (et non dans la demande au-delà de la somme allouée).

**Figure 2 : Engagements de financements nationaux – Comparaison 2015/2017 - 2012/2014**



Source : Le Fonds mondial

Cependant, 31 pour cent seulement des membres du Comité technique d'examen des propositions se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel les demandes au-delà de la somme allouée stimulent des démarches ambitieuses et novatrices dans les notes conceptuelles, tandis que 65 pour cent n'étaient pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Sur l'ensemble des neuf créneaux de candidature et d'examen du cycle de financement 2014/2016, au moins trois quarts des membres du CTEP ont invariablement qualifié les demandes de financement de bonnes ou très bonnes (le pourcentage allant de 74 % à 88 % selon le créneau considéré).

Pour les demandes de financement relatives aux allocations de la période 2014/2016, le Secrétariat a mené une enquête continue auprès de participants aux dialogues au niveau des pays. Il en ressort que 85 pour cent des personnes interrogées jugent l'expérience globale de

demande de financement bonne ou très bonne, et que 73 pour cent sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel la procédure de candidature dans le cadre du nouveau modèle de financement est meilleure que celle du système fondé sur les séries.

Parmi les répondants des populations clés, 79 pour cent se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel la société civile et les populations clés ou les personnes vivant avec les maladies étaient représentées au sein du groupe qui a mis au point la note conceptuelle. Ils étaient moins nombreux, 66 pour cent, à être d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel les recommandations et les commentaires de toutes les parties prenantes – y compris la société civile et les populations clés – ont été discutés et sérieusement pris en considération par l'instance de coordination nationale ou les autres personnes dirigeant la procédure. Vingt-quatre pour cent des personnes interrogées issues des populations clés ont répondu pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cet énoncé.

Concernant le rôle de l'équipe de pays du Secrétariat dans le dialogue au niveau du pays, 77 pour cent des répondants se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle la participation de l'équipe de pays rend la procédure du nouveau modèle de financement meilleure que celle du système reposant sur les séries. Quatre-vingt-trois pour cent étaient en outre d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel le processus de dialogue avec les pays est inclusif.

À la question de savoir si les obstacles liés aux droits de l'Homme sont abordés et pris en charge de manière adéquate, 72 pour cent des personnes interrogées se sont dits d'accord ou tout à fait d'accord. Dans leur enquête, les membres du Comité technique d'examen des propositions se sont montrés un peu moins enthousiastes : 60 pour cent ont répondu d'accord ou pas d'accord à cette même question, et 31 pour cent se sont dits pas d'accord ou pas du tout d'accord.

On observe des écarts similaires au sujet des obstacles liés au genre. Dans l'enquête auprès des participants, 74 pour cent ont répondu que ces obstacles sont abordés et pris en charge de manière adéquate, alors que 51 pour cent des membres du CTEP se sont dits d'accord, et 42 pour cent pas d'accord ou pas du tout d'accord.

En ce qui concerne la participation des populations clés, 82 pour cent des personnes interrogées se sont déclarées d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel les mesures visant à inclure les populations clés sont abordées de manière adéquate et incluses dans les programmes visés par la demande de financement.

[HAUT](#)



---

Ceci est le numéro 39 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise ([david.garmaise@aidspan.org](mailto:david.garmaise@aidspan.org)). Pour vous abonner à l'OFM, rendez-vous sur [www.aidspan.org](http://www.aidspan.org). Les articles sont également disponibles en anglais.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan ([www.aidspan.org](http://www.aidspan.org)) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur indépendant du Fonds mondial et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds et d'en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « Source : lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial ([www.aidspan.org/gfo](http://www.aidspan.org/gfo)), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

© 2017 Aidspan. Tous droits réservés.

[HAUT](#)